

## **Perspectives commerciales de l'ACCA**

**L'ACCA est le porte-parole des exportateurs de produits agricoles et agroalimentaires du Canada**

### **L'ACCA participe à un dîner visant à consolider les relations Canada-Japon**

L'ACCA figurait parmi les organismes invités à participer à un dîner offert par le premier ministre Trudeau en l'honneur de la visite au Canada du premier ministre japonais, Shinzo Abe, en avril dernier. La directrice générale, Claire Citeau, représentait l'ACCA à cet événement.

Les deux dirigeants ont salué la ratification de l'Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP) et ont souligné la nécessité de préserver un système commercial international qui soit robuste et fondé sur des règles.

Le premier ministre Abe a signalé que le PTPGP permet maintenant aux consommateurs japonais de profiter de « produits canadiens de grande qualité » et que par conséquent son gouvernement « se réjouit de constater le développement de notre relation commerciale bilatérale ainsi que des partenariats dans différents domaines, y compris la coopération économique... ».

Le Japon est actuellement le troisième marché en importance pour les exportateurs canadiens de produits agroalimentaires et le plus important en volume et en valeur au sein du PTPGP. Le Canada et le Japon, ainsi que l'Australie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande et Singapour, ont été les six premiers pays à ratifier cet accord.

### **Les exportations canadiennes de produits agroalimentaires ont atteint des niveaux records en 2018**

De nouvelles données montrent que les exportations totales de produits agroalimentaires canadiens ont atteint un niveau record de 59,3 milliards \$ l'an dernier, soit près de trois pour cent de plus qu'en 2017. Ces gains sont attribuables à une demande mondiale sans cesse croissante pour les produits canadiens de qualité supérieure, y compris auprès des marchés majeurs que sont les États-Unis (hausse de 3,5 pour cent) et la Chine (avec une énorme augmentation de 32 pour cent).

Outre l'Union européenne (à titre de marché unique composé de 28 pays), les principaux marchés d'exportations pour les produits agroalimentaires canadiens sont les suivants :

- ✓ États-Unis (31,1 milliards \$)





**CAFTA ACCA**

Canadian Agri-Food Trade Alliance | Alliance canadienne du commerce agroalimentaire

- ✓ Chine (9,3 milliards \$)
- ✓ Japon (4,3 milliards \$)
- ✓ Union européenne (2,6 milliards \$)
- ✓ Mexico (1,9 milliard \$)
- ✓ Indonésie (744 millions \$)

Les principales exportations sont les semences de canola (5,7 milliards \$), le blé roux de printemps (3,7 milliards \$), le pain, les produits de pâtisserie, les gâteaux et produits similaires de boulangerie (2,3 milliards \$), l'huile de canola raffinée (1,8 milliard \$) et les fèves soya (1,7 milliard \$).

À noter que ce sont les exportateurs de produits agroalimentaires qui contribuent le plus au programme canadien de diversification commerciale. Depuis les quatre mois d'existence du PTPGP, les exportations vers uniquement le Japon et la région du PTPGP ont respectivement augmenté de 13,5 pour cent et de 12,7 pour cent. Les principaux produits agroalimentaires responsables de ces hausses sont les produits oléagineux (363 millions \$), les grains (318 millions \$), le blé (278 millions \$), le porc (263 millions \$), le bœuf (66 millions \$), les légumineuses (28 millions \$) et les produits contenant du sucre (9,5 millions \$).

## Suivi sur le commerce

### Suivi sur le Brexit et le Royaume-Uni et l'AECG

Pour faire suite à notre dernier numéro, le Royaume-Uni (RU) et l'Union européenne (UE) ont convenu de reporter l'échéance de l'accord sur le Brexit au 31 octobre 2019. L'échéance pourrait en outre être encore reportée au besoin, puisque la plupart des législateurs du RU et de l'UE souhaitent éviter l'instabilité inhérente à un scénario sans accord de retrait.

Les dispositions commerciales de l'AECG s'appliqueront au RU aussi longtemps qu'il demeure membre de l'UE. L'ACCA continuera de suivre l'évolution du dossier en Europe. Nous gardons un contact étroit avec les responsables du gouvernement du Canada en ce qui a trait aux répercussions pour les exportateurs de produits agroalimentaires.

### Accord Canada – États-Unis – Mexique (ACEUM)

La Commission du commerce international des États-Unis (ITC) a publié son rapport sur les répercussions économiques de l'ACEUM, le 18 avril dernier, conformément aux exigences de la législation américaine. La publication de ce rapport de l'ITC fait partie de la procédure interne aux États-Unis, et est requise pour ratifier et mettre en œuvre l'accord. On peut consulter [ici](#) le rapport complet de l'ITC sur les répercussions économiques de l'ACEUM.

L'ACEUM a été signé par les trois parties le 30 novembre 2018 et vise à remplacer et à moderniser l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA).

Toutefois, les trois pays doivent encore ratifier et mettre en œuvre l'accord, lequel entrera en vigueur le premier jour du troisième mois suivant la fin du processus respectif de ratification des trois pays.



**CAFTA ACCA**

Canadian Agri-Food Trade Alliance | Alliance canadienne du commerce agroalimentaire

Au Mexique, où le traité est connu sous le nom de T-MEC, le processus est simple et ne requiert qu'un vote majoritaire au Sénat mexicain.

Par contre, l'approbation de l'accord par le Congrès américain pourrait s'avérer difficile maintenant que le parti Démocratique est majoritaire à la Chambre des représentants. [La porte-parole de la Chambre, Nancy Pelosi, a exprimé certaines préoccupations au sujet de l'accord](#), ce qui laisse présager que certains obstacles pourraient retarder son adoption si des affrontements politiques survenaient.

Au Canada, le projet de loi visant la ratification de l'accord n'a pas encore été déposé. [Selon certains médias](#), la ministre des Affaires internationales, Chrystia Freeland, attendrait que les tarifs américains encore en vigueur sur les produits canadiens de l'acier et de l'aluminium soient levés pour ratifier l'accord. Toutefois, pour se préparer à la ratification, le gouvernement fédéral a consulté divers intervenants au sujet des tarifs et des répercussions associées à la mise en vigueur de l'accord. Pour en savoir davantage sur la consultation publique, consulter ce [site](#).

Lorsque la loi sera passée, quelques étapes mineures resteront à franchir pour ratifier officiellement l'accord. Cependant, étant donné l'ajournement du Parlement pour l'été prévu en juin, il reste peu de temps pour que la loi soit déposée et approuvée. Bien qu'il soit possible de reconvoquer le Parlement durant l'ajournement, l'échéance relative à ratification se complique davantage avec les élections fédérales prévues pour octobre.

### **Négociations de libre-échange avec les pays de l'Alliance du Pacifique**

Affaires mondiales Canada a récemment dévoilé son [site Web sur le Canada et l'Alliance du Pacifique](#), dans le cadre des négociations en cours visant un éventuel accord de libre-échange. En 2018, le Canada a exporté 3,2 milliards \$ de produits agroalimentaires vers les pays de l'Alliance du Pacifique, soit une hausse de quatre pour cent comparativement à 2017, et les exportations pourraient augmenter davantage avec un accord de libre-échange.

Le Comité permanent du commerce international de la Chambre des Communes a [adopté son rapport](#) concernant un éventuel accord entre le Canada et les pays de l'Alliance du Pacifique, le 11 avril dernier. Ce rapport sera présenté très bientôt à la Chambre des Communes.

- On peut consulter [ici](#) la déclaration de l'ACCA présentée au Comité permanent du commerce international dans le cadre d'une étude sur la possibilité d'un accord entre le Canada et l'Alliance du Pacifique.

### **De la Colline parlementaire**

- La ministre des Affaires étrangères, Chrystia Freeland, a récemment comparu devant le Comité permanent du Sénat sur les affaires étrangères et le commerce international au sujet des enjeux auxquels le Canada fait face dans ce domaine. La ministre Freeland a notamment mentionné qu'un système commercial fondé sur des règles pouvait contribuer à maintenir la paix, et que c'était là l'une des raisons pour lesquelles le Canada défend le commerce libre et équitable.
  - On peut consulter [ici](#) la transcription complète des remarques de la ministre Freeland.

### **Rayonnement de l'ACCA**



**CAFTA ACCA**

Canadian Agri-Food Trade Alliance | Alliance canadienne du commerce agroalimentaire

- La directrice générale de l'ACCA, Claire Citeau, a présenté un exposé à la réunion des membres du Conference Board du Canada, laquelle portait sur la [diversification du commerce et le rayonnement du Canada](#). Mme Citeau a pris la parole dans le cadre d'une séance sur l'Asie, et plus particulièrement sur le PTPGP, et elle a souligné que pour bon nombre d'exportateurs canadiens de produits agroalimentaires, l'avenir du commerce dans ce domaine se situe en Asie.
- En mai, Mme Citeau présentera un exposé dans le cadre de l'assemblée annuelle des intervenants d'Exportation et développement Canada et au Symposium Leadership d'APEX.

## Nouvelles d'ailleurs

### Les États-Unis et le Japon entreprennent des pourparlers sur un accord bilatéral

Les États-Unis et le Japon ont récemment entamé un premier cycle de négociations visant la conclusion d'un accord commercial bilatéral. [Reuters signale](#) que bien qu'aucun accord n'ait encore été conclu sur des dossiers particuliers, les deux pays ont discuté de divers sujets, dont l'agriculture. [La déclaration commune des États-Unis et du Japon](#) de septembre 2018 signalait que les deux pays négocieraient un accord commercial sur les biens. [Selon certains médias](#), le premier ministre japonais Shinzo Abe a insisté sur le fait que cet accord n'était pas un accord de libre-échange et les investissements et services en étaient exclus.

### Décision de l'OMC favorable aux États-Unis relativement à un différend avec la Chine

Pour la deuxième fois en quelques mois, l'OMC a rendu une décision favorable aux États-Unis dans le cadre d'un différend avec la Chine, lié au domaine de l'agriculture. Les États-Unis avaient déposé cette plainte contre la Chine en 2016, accusant cette dernière d'administrer de manière incorrecte les contingents tarifaires sur le blé, le riz et le maïs. Le groupe de l'OMC chargé d'examiner le différend a établi que ces contingents tarifaires violaient l'obligation de la Chine de les administrer de manière « [transparente, prévisible et équitable](#) ». Le Canada a agi comme tierce partie dans le cadre des deux plaintes contre la Chine, ce qui lui a permis de commenter les procédures.

## Pour en savoir davantage

[Le report du Brexit laisse plus de temps au Canada et au Royaume-Uni pour élaborer un nouvel accord](#)

[Les entreprises européennes profitent rapidement des avantages associés au nouvel accord commercial avec le Canada](#)

[Accord de libre-échange entre le Canada et Mercosur – Partie 1 : Aperçu.](#)

[L'essor du commerce mondial ralentit avec la persistance des tensions commerciales](#)

[Étape Marrakech — 25<sup>e</sup> anniversaire des textes fondateurs de l'OMC](#)

Pour nous joindre : [www.cafta.org](http://www.cafta.org) ou [info@cafta.org](mailto:info@cafta.org)

Suivez-nous : [@CAFTA ACCA](https://twitter.com/CAFTA_ACCA) 